

À la « fronde des patrons », opposons l'union de nos colères !

Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, l'homme le plus riche de France et l'un des plus riches de la planète, a sans vergogne mis en scène ses pleurnicheries : milliardaire écrasé par l'impôt, il n'aurait d'autre choix que de délocaliser le « made in France ». Tous les PDG du CAC 40 lui ont aussitôt emboîté le pas pour dénoncer les taxes et les « contraintes ».

Leur modèle est outre-Atlantique, où souffle selon eux « un vent d'optimisme », sous l'égide du gouvernement d'extrême droite Trump-Musk, puisque les vannes de l'argent public sont grandes ouvertes... pour arroser les capitalistes.

Bayrou et Bardella, serviteurs des patrons

En France comme aux États-Unis, s'ils veulent tailler dans le vif les dépenses publiques, c'est pour permettre à ces ultra-riches de rafler toujours plus la mise. Moins de services publics, de budgets sociaux, si insuffisants soient-ils : tout pour eux. Plus question de normes sanitaires ou environnementales : ils s'arrogent le droit de continuer à nous empoisonner à coups de polluants éternels et de détruire la planète.

Bayrou s'efforce de démontrer qu'il est le meilleur serviteur des classes possédantes. Quitte à utiliser à nouveau le 49.3 pour imposer son budget qui coupe toutes les dépenses sociales, de santé, d'éducation, de retraite, et continuer à transférer des milliards aux patrons et aux gros actionnaires.

Se plaçant sur le même terrain, Bardella s'est livré à une vibrante défense des « capitaines d'industrie français », « écrasés sous une fiscalité étouffante », lors de son meeting du 1^{er} février. Une manière de se positionner en futur chef de gouvernement auprès des milieux d'affaires. Après Trump-Musk aux États-Unis, un gouvernement Bardella-Arnault en France ? Un gouvernement au service des patrons, déclarant une guerre totale au monde du travail.

Les capitalistes sont les seuls fauteurs de chômage et de misère

Le ministère du Travail a annoncé l'augmentation brutale du chômage en France : 3,5 % de plus en 2024. Au total, plus de 6,2 millions de personnes sont en manque d'emploi dans le pays, toutes catégories de chômeurs confondues. Pas étonnant vu la liste de plans de licenciement, de fermetures d'entreprises qui s'allonge tous les jours. Près de

300 000 emplois sont actuellement menacés ou supprimés. Mais, dans le même temps, les grands groupes du CAC 40 qui sont les responsables de ces licenciements, les Carrefour, Auchan, Stellantis, Michelin, TotalEnergies et bien d'autres, dépassent leurs records : près de 100 milliards d'euros ont été versés à leurs actionnaires en 2024.

Alors que les conditions pour toucher des allocations de chômage sont toujours plus restrictives, ces licenciements condamnent bien des familles à la misère. Pour les plus grands profits de ces exploiters, les travailleurs et travailleuses privés d'emploi peuvent maintenant se voir imposer 15 heures de travail gratuit par mois.

Face au pôle des milliardaires, il faut un pôle des salariés en lutte

Non contents de ruiner des vies et d'être les seuls responsables de la crise sociale actuelle, ils sèment la haine et la division parmi les plus exploités, pour mieux masquer leurs responsabilités.

Qu'il s'agisse du gouvernement, avec ses déclarations sur la « submersion migratoire », ou de l'internationale de l'extrême droite dont Musk est à la tête, ils ont un même but : faire monter le racisme pour nous détourner du chemin des luttes sociales. Ces luttes, elles existent pourtant, mais en ordre dispersé. Des luttes pour les salaires, à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO), parce que nous voulons vivre, et pas seulement survivre. Des luttes contre les licenciements, comme à Michelin à Cholet, ou dans d'autres entreprises menacées. C'est bien là que se situe le pôle qui seul serait capable de s'opposer au pôle des milliardaires.

Gaza : Trump veut parachever le génocide

Il avait déjà déclaré vouloir chasser de force les gazaouis dans les pays voisins. A ce projet de déportation massive, voilà que devant Nétanyahou ce mardi, il en rajoute dans la monstruosité en annonçant que les USA allaient à terme prendre eux-mêmes le contrôle de Gaza, et en faire la Côte d'Azur du Moyen Orient. Nétanyahou s'est félicité du projet et l'extrême droite israélienne jubile : tous ceux et celles qui disent que le peuple palestinien n'existe pas n'en attendaient peut-être pas tant : Trump leur propose d'effacer purement et simplement les palestiniens de la carte de Gaza. De quoi leur laisser les mains libres pour l'étape suivante de leurs projets : la colonisation pure et simple de la Cisjordanie en particulier. Seule une immense vague de mobilisation des travailleurs et des peuples à l'échelle internationale peut faire barrage à ces ignobles projets et imposer le respect des droits inaliénables du peuple palestinien. Il y a urgence.

Budget Bayrou 2025 : austérité record !

En 2025, la santé, l'éducation, mais aussi la culture, l'écologie, les collectivités locales... vont trinquer comme jamais : 30 milliards en moins, sous prétexte de réduction d'un déficit qualifié d'alarmant. Comme si, de Hollande à Macron, l'État n'avait pas lui-même creusé le déficit avec d'énormes cadeaux d'impôts aux plus riches et aux entreprises. Résultat : des profits et des fortunes au plus haut. A elles seules, les entreprises du CAC 40 ont distribué en 2024 près de 100 milliards à leurs actionnaires: l'équivalent des budgets de l'éducation nationale et de la justice réunis !

Et les revenus des ultrariches (déclarant plus de 460.000 euros par an, 20 fois le Smic), d'après le ministère des finances lui-même, ont plus que doublé, hors inflation, en 20 ans. Quant à la fortune des milliardaires français, elle a, selon l'association Oxfam, augmenté de plus de 24 milliards d'euros au total, près de 5 milliards par an en moyenne : plus chaque année que le budget de la Culture 2024 (3,9 milliards). Pas d'argent « magique », soi-disant, pour les salarié.es, les classes populaires, les services publics. Mais par ailleurs, l'argent coule à flots !

C'est les salaires qu'il faut augmenter !

A l'heure où vont débiter les « négociations » annuelles sur les salaires, on doit pointer que De Meo - encore un - a presque doublé sa rémunération en 2024 et approche les 10 millions d'euros sur un an. Mais ce n'est pas le seul : en 15 ans, les salaires des 10 plus hauts cadres sont passés de 30.000€ (c'est déjà confortable) à 200.000€ par mois. En clair, 40 fois plus que la moyenne des salariés. Alors, nous, c'est simple, travailler pour des queues de cerises, ça suffit. On veut 400€ de plus par mois pour tout le monde. Et qu'ils ne viennent pas nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour ceux qui produisent les richesses.

Le PS au secours de Bayrou et Macron

Peu importe, pour le PS, que figurent au budget 2025 de nouveaux sacrifices pour les classes populaires, de nouvelles baisses de crédits pour les

services publics. Peu importe que Bayrou fasse des déclarations sur l'immigration dignes de Le Pen, Bardella ou Zemmour. L'important, pour le PS, c'est de se montrer « responsable ». Mais responsable vis à vis de qui ? La décision de ne pas voter la censure est surtout un signe envoyé au grand patronat, aux capitalistes : « *Vous pouvez compter sur nous* », l'heure de la récréation avec le nouveau Front Populaire est terminée, la ligne Hollande est de retour. Quant au Rassemblement National, il a entretenu le flou jusqu'à ce que la décision du PS lui retire une épine du pied. Qu'il vote ou non la censure, Bayrou n'avait rien à craindre. Finalement, le RN ne votera pas la censure comme gage de responsabilité, lui aussi, envers les riches et le patronat, petit et grand. Finie la démagogie anti-Macron !

Fondeurs, pas chômeurs

La semaine dernière, plus d'un millier de personnes ont manifesté à Hennebont (Morbihan) contre la fermeture de la Fonderie De Bretagne (FDB), placée en liquidation judiciaire. Et ce mardi, une centaine de salariés de cette fonderie ont participé au rassemblement organisé par la CGT devant le siège de Renault à Billancourt. Pour faire des économies, le constructeur veut se débarrasser de ce sous-traitant qui dépend essentiellement des commandes du groupe, quitte à laisser à nouveau des centaines de familles sur le carreau. Les syndicats et la direction du site essaient de trouver un repreneur et interpellent le gouvernement.

Mais on sait que seul un rapport de force leur permettra de faire pression sur les patrons ou l'Etat. C'est la voie ouverte par les salariés de Michelin en lutte à Vannes et à Cholet. Contre un patronat qui licencie et ferme des usines à tour de bras, il est vital que la riposte déborde du cadre de chaque entreprise touchée en cherchant la convergence de toutes celles où les travailleurs sont mobilisés.

Retailleau : dans les pas de Trump

Avec sa circulaire de janvier aux préfets, Retailleau veut rendre quasi-impossible l'obtention d'un titre de séjour pour les personnes dites sans-papiers. Alors que tout le monde le sait, de nombreux secteurs d'activité (bâtiment, restauration, aide à la personne...) ne fonctionneraient pas sans la main d'oeuvre immigrée, en particulier les sans-papiers: ces derniers sans autre droit que subir et se taire. L'objectif n'est donc pas de procéder à des expulsions de masse, mais d'entretenir un climat de terreur parmi les immigré.es, les poussant à accepter sans broncher les conditions de vie et de travail qui sont les leurs. Et dans un monde où la baisse du coût du travail est le l'objectif central du patronat, l'avertissement vaut pour l'ensemble des autres salarié.es : d'abord les plus précaires (immigré.es, privé.es d'emploi traité.es d'assisté.es), puis les fonctionnaires, soi-disant privilégié.es ou en surnombre (comme Trump l'a décrété). Au final les attaques contre les immigré.es sont le prélude à celles contre l'ensemble des salarié.es, pour faire tourner la machine à profit. Ensemble, français.es ou immigré.es, exigeons la régularisation de toutes les personnes sans-papiers.